

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**COLLECTE, TRAITEMENT ET VALORISATION DES  
DECHETS DE L'HOPITAL NOVO**

---

N° du CCAP : 26NOVO02

**HOPITAL NOVO**  
6 Avenue de l'Île de France  
95300 PONTOISE

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
4 - Protection des données à caractère personnel .....	4
5 - Durée et délais d'exécution.....	5
6 - Prix.....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
6.2 - Modalités de variation des prix.....	5
7 - Garanties Financières.....	7
8 - Avance.....	8
9 - Modalités de règlement des comptes.....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	8
9.3 - Délai global de paiement .....	8
9.4 - Paiement des cotraitants .....	8
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
11 - Développement durable.....	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
12.1 - Vérifications .....	9
12.2 - Décision après vérification .....	9
13 - Maintenance.....	9
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
15 - Pénalités .....	10
15.1 - Pénalités de retard .....	10
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	11
16 - Assurances.....	11
17 - Résiliation du contrat.....	11
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	11
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
18 - Règlement des litiges et langues .....	11
19 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité .....	12
20 - Clauses de réexamen.....	12
21 - Dérogations .....	13

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
COLLECTE, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS DE L'HOPITAL NOVO

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

**Hôpital NOVO (tous les sites)**

Adresse : 6, Avenue de l'Ile-de-France, 95300 Pontoise  
SIRET : 26950015300011

**Hôpital NOVO, Site de Pontoise**

Adresse : 6, Avenue de l'Ile-de-France, 95300 Pontoise

**Hôpital NOVO, site de Marines**

Adresse : 12 Bd Gambetta, 95640 Marines

**Hôpital NOVO, site de Magny**

Adresse : 38 Rue Carnot, 95420 Magny-en-Vexin

**Hôpital NOVO, site d'Aincourt**

Adresse : Parc de la bucaille, 95510 Aincourt

**Hôpital NOVO, site de Beaumont-sur-Oise**

Adresse : 25 Rue Edmond Turcq, 95260 Beaumont-sur-Oise

**Hôpital NOVO, site de Carnelle**

Adresse : 10 All. de la Font au Roy, 95270 Saint-Martin-du-Tertre

**Hôpital NOVO, site des Oliviers à Beaumont-sur-Oise**

Adresse : 1 Chemin. de l'Orée Carnelle, 95260 Beaumont-sur-Oise

Pour le lot 02 papiers confidentiels, des sites externes supplémentaires rattachés à Pontoise, Beaumont et le Vexin sont signalés aux annexes financières (Annexe II) et aux annexes modalités des collectes (Annexe I A et B).

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Bio-déchets (Alimentaires et Espaces verts, non mélangés)
02	Papiers confidentiels
03	Archives (sans radios)
04	Archives médicales avec radios

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

### 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec un montant maximum de 1 890 000,00€ HT est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront émis par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (BPU et annexe RGPD)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification, reconductible 3 fois 12 mois sans toutefois pouvoir dépasser la date du 31/01/2030.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

**Date de début :** Une période de préparation d'une durée minimale d'un mois à compter de la date de notification sera prévue pour l'organisation de la mise en place de la collecte. Durant cette période, le prestataire actuellement en charge pourra assurer la continuité du service, afin de permettre au nouveau titulaire de déployer progressivement sa prestation.

Certains éléments pourront être déployés ultérieurement pour chaque lot sur demande de l'établissement, permettant ainsi au titulaire et à l'établissement de s'accorder sur une prestation adaptée référencée au BPU. Les éléments à déployer pourront découler directement d'un plan de progrès dont la mise en place a été validée par l'acheteur Hôtelier Logistique conjointement. Le détail attendu des plans de progrès est repris à l'Article IV. Démarche qualité et environnementale du CCTP.

Pour certains lots, il n'y aura pas de phase de préparation au déploiement comme pour les autres lots. Se référer au CCTP, section correspondant au lot pour lequel le titulaire a été retenu. Chaque prestation sera exécutée à la demande, il sera octroyé un délai suffisant proposé par le titulaire et validé par l'acheteur pour l'adaptation des matériels et des méthodes de retrait, comme de traitement.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont exprimés en nets remisés hors taxes.

Les prix de l'accord-cadre sont établis sur la base de conditions économiques du mois M0 (février 2026) correspondant au mois précédant le mois de remise des offres.

En effet, les prix sont révisables une fois par an au 1er février de chaque année y compris le 01/02/2027 selon les formules suivantes :

L'identification des catégories de prix concernés par chaque formule de prix est indiquée par un code couleur repris dans chaque BPU. Chaque couleur du présent document est associé à une formule de révision des prix :

- Traitement des déchets : bleu

- Collecte et transport des déchets : Jaune

- Location de matériel : vert

Pour les prix liés au traitement des déchets (bleu) :

Indices et formules utilisés :

$PR = P0 (0.20 + 0.40 (ICHT-E1 / ICHT-E0) + 0,30 (FSD11/FSD10) + 0,10 (RI1/RI0))$

Formule dans laquelle :

- PR = prix de la prestation révisé Hors Taxes
- P0 = Prix initial de la prestation Hors Taxes au moment de l'attribution ou prix de la dernière révision
- ICHT-E0 = Indice « coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau ; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution », publié au Moniteur des Travaux Publics - indice du mois précédant le mois de remise des offres ou de la dernière révision

- ICHT-E1 = Indice « coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau ; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution », publié au Moniteur des Travaux Publics - moyenne des indices publiés sur les 6 derniers mois précédents la demande
  - FSD10 = Indice « Frais et services divers », publié au Moniteur des Travaux Publics - indice du mois précédant le mois de remise des offres ou de la dernière révision
  - FSD11 = Indice « Frais et services divers », publié au Moniteur des Travaux Publics - moyenne des indices publiés sur les 6 derniers mois précédents la demande
  - RI0 = Indice « Risques industriels », publié au Moniteur des Travaux Publics - indice du mois précédant le mois de remise des offres ou de la dernière révision
  - RI1 = Indice « Risques industriels », publié au Moniteur des Travaux Publics - moyenne des indices publiés sur les 6 derniers mois précédents la demande
- Le résultat final de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.  
La révision s'opère à la baisse ou à la hausse.

Pour les prix liés à la collecte et au transport des déchets (jaune) :

Indices et formules utilisés :

$$PR = P0 (0.20 + 0.40 (ICHT-E1 / ICHT-E0) + 0,30 (FSD11/FSD10) + 0,10 (18701/18700))$$

Formule dans laquelle :

- PR = prix de la prestation révisé Hors Taxes
  - P0 = Prix initial de la prestation Hors Taxes au moment de l'attribution ou prix de la dernière révision
  - ICHT-E0 = Indice « coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau ; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution », publié au Moniteur des Travaux Publics - indice du mois précédant le mois de remise des offres ou de la dernière révision
  - ICHT-E1 = Indice « coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau ; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution », publié au Moniteur des Travaux Publics - moyenne des indices publiés sur les 6 derniers mois précédents la demande
  - FSD10 = Indice « Frais et services divers », publié au Moniteur des Travaux Publics - indice du mois précédant le mois de remise des offres ou de la dernière révision
  - FSD11 = Indice « Frais et services divers », publié au Moniteur des Travaux Publics - moyenne des indices publiés sur les 6 derniers mois précédents la demande
  - 18700 = Indice « Prix du gazole », publié au Moniteur des Travaux Publics - indice du mois précédant le mois de remise des offres ou de la dernière révision
  - 18701 = Indice « Prix du gazole », publié au Moniteur des Travaux Publics - moyenne des indices publiés sur les 6 derniers mois précédents la demande
- Le résultat final de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.  
La révision s'opère à la baisse ou à la hausse.

Pour les prix liés à la fourniture et autres prestations (vert) :

Les prix des fournitures référencées au BPU ainsi que les autres prestations sont fermes la première année et révisables une fois par an au 1er janvier de chaque année. Les prix peuvent être révisés à la hausse comme à la baisse au moyen d'un ajustement en référence au tarif public du Titulaire (tarif valable pour l'ensemble de sa clientèle).

Les prix ainsi révisés sont invariables jusqu'à la prochaine application de la révision des prix.

Modalités de révision

Le titulaire s'engage sous peine de forclusion, à notifier la révision de prix du Bordereau des Prix à l'établissement Hôpital NOVO, par courrier à l'adresse suivante :

Hôpital NOVO - Site de Pontoise, 6 Avenue Ile de France 95300 à l'attention de la Direction des Achats et de la Logistique et selon les modalités suivantes :

- Dans l'objet du courrier doit nécessairement figurer le code : REVISION MARCHE DES DECHETS + numéro de l'accord-cadre affecté + numéro de lots concernés le cas échéant ;
- Ce courrier doit contenir les nouveaux prix révisés, hors taxes (proposition de révision).

Le délai est fixé à 1 mois minimum avant la date anniversaire du marché. Le titulaire rappelle dans sa révision de prix chacune des références et des termes de ses calculs. Si la demande est incomplète, la direction des achats demande des compléments ou des explications au Titulaire.

Dans l'hypothèse où les tarifs seraient transmis « hors délais » ou ne respecteraient pas les modalités définies ci-dessus, les prix ne pourront être révisés. Par conséquent, les tarifs de l'année n seront appliqués sur l'année n+1.

Sous réserve de l'acceptation de la direction des achats, qui est nécessairement expresse, les prix révisés sont appliqués à compter des prestations réalisées à partir de la date anniversaire du marché.

En cas de disparition des indices, la méthode proposée par l'INSEE (ou le référent concerné) afin d'assurer la concordance des indices est utilisée. Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le Titulaire. Dans tous les cas, la modification de l'indice donne lieu à un avenant.

#### Clause de sauvegarde

Si la hausse d'un ou plusieurs prix HT excède 3 % du dernier prix non remisé du BP, le marché peut être résilié totalement ou partiellement (pour tout ou partie des produits/prestations concernés par la hausse) par le pouvoir adjudicateur sans préavis et sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité de quelque nature que ce soit.

#### Offre de prix promotionnel

Tous les prix de l'accord-cadre peuvent, à tout moment, faire l'objet d'offres promotionnelles dans les conditions définies ci-après.

Une offre de prix promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- Une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes des prestations, objet du présent accord-cadre ;
- Une augmentation en performance des prestations, objet du présent accord-cadre, à prix identique ;
- L'intégration de remises ;
- La combinaison de deux ou plusieurs des points, ci-dessus.

Le Titulaire adresse à la direction des achats sa proposition, par tout moyen permettant de lui donner une date certaine. Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des prestations concernées et/ou de la promotion.

Le pouvoir adjudicateur notifie son accord au Titulaire avant l'application de l'offre promotionnelle par tout moyen permettant d'en donner une date certaine.

L'offre promotionnelle s'applique pendant toute la durée de la promotion.

A l'expiration de la période d'offre promotionnelle, les conditions tarifaires antérieurement en vigueur sont immédiatement applicables.

#### Taxes sur la valeur ajoutée

Le taux de TVA de l'accord-cadre est celui en vigueur en France au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

#### **NOTA BENE :**

L'actualisation du prix consiste en la réévaluation globale du prix initial d'une proposition ou d'un marché effectuée à un moment donné pour tenir compte de l'évolution de paramètres économiques (indices et index) depuis la date où le prix initial a été calculé (date de référence) jusqu'à la date fixée pour l'actualisation. L'actualisation intervient avant la date de début du marché. Seul un prix ferme peut faire l'objet d'une actualisation.

La révision du prix du prix consiste en la réévaluation de celui-ci à date anniversaire du marché sur la base

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26950015300011
- Code service : SERV\_ACHAT\_CDE

#### Facturation simplifiée :

Pour les factures dont l'exécution est à la planification, il devra être communiqué deux formats distincts : une version détaillée, qui pourra prendre la forme d'un bon de livraison récapitulatif incluant les dates de collectes, les numéros des bons et nombre de GRV, leurs tailles, etc., avec le détail de chaque prix par site; ainsi qu'une version simplifiée de la facture. Cette dernière indiquera, pour chaque site, le montant de la location totale, le nombre total de bacs traitées par taille, ainsi que les frais de collecte et de transport par total de passages. L'adaptation de ces deux formats de factures et/ou bons de livraison pourra être réalisée en fonction des capacités du logiciel fournisseur, avec les suggestions de l'acheteur ou du responsable Filière déchets de l'établissement. Une copie excel sera requise pour faciliter la manipulation des fichiers et de leurs informations.

### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.



## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

## 11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Voir CCTP dont article IV et sous sections relatives à la valorisation des déchets

## 12 - Constatation de l'exécution des prestations

### 12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Le représentant du pouvoir adjudicateur.

### 12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 13 - Maintenance

Les moyens matériels mis en place par les titulaires lors des prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 48 mois à compter de la notification du marché. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS. Se reporter à l'Art IV - Section 4.07 du CCTP.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Les horaires ou jours non précisés comme calendaires sont d'office ouvrable dans le tableau ci-dessous.

<u>Pour tous les lots</u>	<u>Durée</u>	<u>Pénalités retenues</u>
<u>Erreur de facturation</u>	<u>Systématique</u>	<u>Rejet de la facture</u> <u>Le titulaire a 48h pour envoyer une facture conforme</u>
<u>Non présentation des bordereaux de suivi de déchets lors de la facturation</u>	<u>Systématique</u>	<u>Rejet de la facture</u> <u>Le titulaire a 48h pour envoyer une facture conforme</u>
<u>Absence de réponse à une fiche d'anomalie</u>	<u>48h</u>	<u>50 € par jour de retard</u>
<u>Non présentation des bordereaux de suivi de déchets lors de l'enlèvement</u>	<u>Systématique</u>	<u>20 € par document manquant</u>
<u>Non-respect des jours de collecte planifiés ou du jour prévu pour un enlèvement ponctuel</u>	<u>Systématique</u>	<u>100 € par jour de retard</u>
<u>Dépassement du délai de 2 jours suite à une demande d'enlèvement périodique</u>	<u>Systématique</u>	<u>100 € par jour de retard</u>
<u>Location de matériel non conforme à l'usage ou à la réglementation en vigueur</u>	<u>Systématique</u>	<u>200 € par matériel non conforme</u>
<u>Signalement des besoins de maintenance des moyens de collecte (GRV)</u>	<u>Intervention dans les 7 jours calendaires à compter de la réception de la demande par le titulaire</u>	<u>20 € par conteneur et par semaine de retard</u>
<u>Signalement des pannes des compacteurs, basculeurs et bennes.</u>	<u>Intervention sous 12h après signalement</u>	<u>200 € par journée de retard</u>
<u>Maintenance des moyens de collecte</u>	<u>Réparation ou solution de remplacement sous 12h après constatation de la panne par le titulaire.</u>	<u>200 € par journée de retard</u>
<u>Mise à disposition des moyens de collecte (Compacteurs et bennes)</u>		<u>100 € par jour de retard et par contenant</u>
<u>Non-respect des dispositions définies par le titulaire en cas de grève, épidémie ou intempéries graves</u>	<u>48h</u>	<u>Exécution par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire</u>
<u>Absence de manuel de maintenance et/ou de calendrier annuel de nettoyage, entretien et maintenance</u>	<u>Applicable à partir de 7 jours calendaires à compter de la réception de la demande par le responsable HL</u>	<u>50 € par jours de retard et la moitié si incomplet</u>
<u>Absence de réalisation du plan de progrès dans le temps imparti.</u>	<u>Selon délais convenu</u>	<u>50€ par jours de retard</u>

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **15.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **16 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **17 - Résiliation du contrat**

### **17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

### 19.1 - Rappel des obligations du titulaire

L'Hôpital NOVO confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

### 19.2 - Modalité de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

## 20 - Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

A) Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant  
ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. Le remplacement sera acté par voie d'avenant.

#### B) Ajustement des prestations

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, une clause de réexamen permet la modification du marché.

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix de prestations du présent accord-cadre devaient intervenir, les parties peuvent convenir d'un réexamen par voie d'avenant des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du présent accord cadre sur présentations de pièces justificatives.

Le présent accord cadre pourra donc être modifié dans les conditions fixées aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande Publique et notamment en ce qui concerne les sujétions imprévues.

L'avenant issu de cette clause de réexamen ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet de l'accord cadre ou les caractéristiques substantielles des prestations.

#### - Clause de révision de prix :

En cas de circonstance exceptionnelles, la clause de variation des prix pourra être modifiée notamment s'agissant de la forme, de la durée et de la fréquence des révisions des prix ainsi que des conditions d'application de la clause de sauvegarde.

#### - Établissement de prix nouveaux :

Dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année, résultant d'une modification réglementaire ou de prestations nécessaires non prévues au bordereau de prix unitaires du marché, le pouvoir adjudicateur détermine par activation d'un ordre de service les prestations qu'il compte ajouter à la définition du Bordereau des Prix Unitaires.

Le rajout de poste de prix se fera dans les conditions suivantes :

- Prix en lien direct avec l'objet du marché
- Prix intégrés à l'intérieur d'une famille du BPU

L'entreprise devra alors transmettre au pouvoir adjudicateur

Un nouveau bordereau des prix unitaires qui se substituera au précédent et qui sera transmis par ordre de service.

Dans tous les cas, ces rajouts n'impacteront pas le montant maximum de l'accord-cadre.

#### C) Modification de la réglementation

En cas de changement de législation ou de réglementation en vigueur et devant s'appliquer aux parties, tout au long de la durée de l'accord-cadre et à tout moment, en particulier, si les fournitures ou les prestations cessent d'être conformes à la législation en vigueur, dès qu'il en a connaissance, le titulaire devra en informer l'établissement, sans délais.

Le titulaire devra proposer à l'établissement toutes les modifications qu'entraînerait l'évolution de la réglementation à laquelle les prestations objet de l'accord-cadre sont soumises. L'accord-cadre pourra être modifié pour prendre en compte ces changements par le biais d'un avenant.

#### D) Modification de site

Dans l'hypothèse d'une modification de site concernant un établissement (fermeture/ouverture) les ajustements de prestations seront fixés par voie d'avenant sans que ces derniers ne bouleversent l'économie du marché.

## 21 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services